



© Menschenstrom, Bütchi



Par ici la sortie !

Jamais les perspectives d'un abandon progressif du nucléaire n'auront été aussi solides. Face à l'obstination du lobby atomique, il aura malheureusement fallu une catastrophe sans précédent pour en arriver là...

SCANDALE



L'impact, sur les finances publiques, de la 2^{ème} réforme de l'imposition des entreprises se révèle au moins sept (!) fois plus important que promis par le Conseil fédéral.

Page 5

PLATEFORME



De la caisse maladie publique au salaire minimum en passant par l'horaire continu : le Congrès de Zurich a déterminé les 10 priorités du PS pour la prochaine législature.

Pages 6 et 7

COMMUNALES



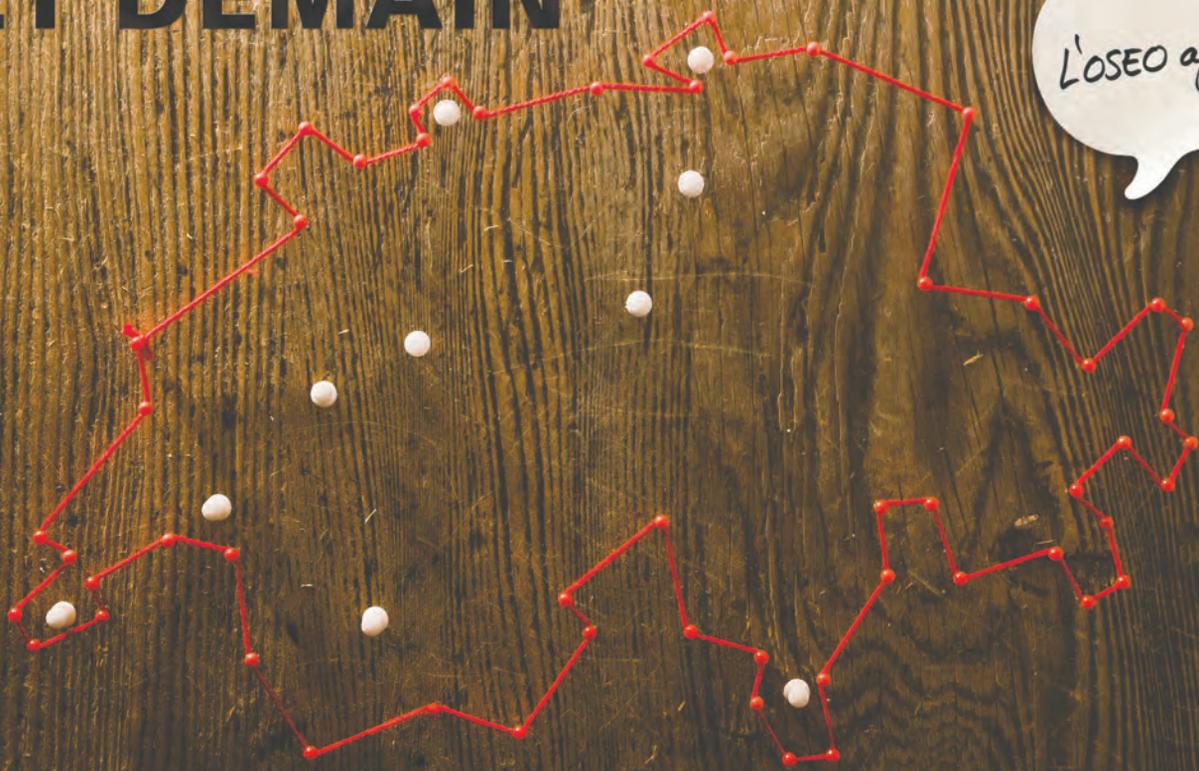
Bilan réjouissant pour le PS alors que les communales du printemps s'achèvent dans trois cantons romands. Il confirme son emprise sur les grands centres comme les villes de moyenne importance.

Page 9



Schweizerisches Arbeiterhilfswerk **SAH**
Œuvre suisse d'entraide ouvrière **OSEO**
Soccorso operaio svizzero **SOS**

SOLIDARITÉ AVEC LES DÉFAVORISÉS ICI, AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Engagés depuis 75 ans
pour le travail et l'intégration

www.sahoseosos.ch
CP 30-241785-6



Dans l'intérêt des assurés et des patients

Les conséquences de la concurrence excessive entre les caisses dans l'assurance-maladie obligatoire causent de plus en plus d'irritation auprès des assurés :

- des intermédiaires payés avec nos primes pour nous déranger au téléphone le soir ou le samedi;
- des centaines de millions de francs dépensés à nos frais pour financer de coûteuses annonces et de la publicité télévisée pour des offres d'assurance;
- avec plus d'un million d'assurés qui changent d'assureur chaque année, des coûts administratifs élevés et sans aucune utilité pour la qualité de notre système de santé;
- un refus de plus en plus catégorique de la part des assureurs d'investir dans la qualité et la prévention – même lorsque les économies que cela peut induire sont prouvées – par peur de faire profiter des caisses à bon marché qui ne mettent pas un sou dans la prévention.

Chaque année, quelque 500 millions de francs sont ainsi dilapidés alors qu'ils pourraient être utilisés de manière bien plus utile. A cela s'ajoute la tendance des grands assureurs de définir la politique de la santé au lieu de se contenter de jouer correctement leur rôle d'assureur. Lorsque des cadres anonymes d'assureurs privés cherchent à imposer, aux patients, des hôpitaux et des médecins à leur convenance, ils oublient que nous vivons dans une démocratie, où les choix politiques, dans

un domaine public essentiel, ne peuvent pas être l'apanage de quelques affairistes.

Notre initiative pour une caisse-maladie publique vise à contrer cette évolution et à replacer le patient au centre des préoccupations. La caisse publique nationale permettra d'utiliser à meilleur escient les 500 millions gaspillés annuellement dans la concurrence entre caisses.

**Signez et faites signer la carte annexée à ce journal !
Si elle n'y est plus, rendez-vous à www.caissepublique.ch !**

Elle mettra fin à la pratique des assureurs consistant à demander le non-remboursement de prestations pour pouvoir les offrir ensuite par le biais de coûteuses assurances complémentaires. Enfin, si elle n'entraînera pas une baisse subite des primes, elle permettra de créer le climat de confiance indispensable aux réformes dont a besoin notre système de santé.

jean-francois.steiert@pssuisse.ch
conseiller national (FR), vice-président de la Fédération suisse des patients



Editorial

(In)certitudes

Facteur surprise en cette année électorale, l'«effet Fukushima» a fait brutalement irruption dans le discours et l'analyse politique. Si son impact réel sur les résultats sortis ou à sortir des urnes demeure encore difficilement quantifiable, ses conséquences sur le positionnement des partis de droite ont été spectaculaires. En moins de temps qu'il n'en faut pour dire «volte-face»,



les voilà qui fustigent ces centrales hier indispensables au destin énergétique suisse, aujourd'hui sacrifiées sur l'autel des sondages, impitoyables révélateurs de l'évolution de l'opinion publique. Car, inutile de se leurrer: bien que rattrapée par le principe de réalité, la majorité bourgeoise ne change pas de cap parce qu'elle se serait subitement – comme nous, depuis des décennies – convaincue de la dangerosité et de l'impasse dans laquelle nous conduit l'énergie nucléaire, mais bien parce qu'elle craint de se voir sanctionnée par l'électorat. C'est sans doute que le raisonnement à court terme – généralement induit par la recherche à tout prix du profit immédiat – fait partie intégrante de son génome. De là à en conclure que la droite ne réagit qu'à la pression (des événements, de l'opinion, de la communauté internationale, etc.), il n'y a qu'un pas. Après tout, c'est la même conjonction qui a signé l'arrêt de mort du secret bancaire et qui pourrait aboutir à l'adhésion de notre pays à l'Union européenne. De quoi s'interroger aussi sur la solidité comme la justesse de convictions dont il semble si facile de se défaire du jour au lendemain. S'agissant du PS en général et de son appréciation du nucléaire en particulier, nous n'avons jamais varié. J'en veux pour preuve qu'alors que vous tenez dans vos mains le 50^{ème} numéro de socialistes.ch, l'éditorial de sa première édition était notamment consacré (voilà 8 ans déjà!) à notre volonté d'«édifier une Suisse favorable aux énergies renouvelables et indépendante de l'énergie nucléaire». Ça ne s'invente pas!...

Jean-Yves Gentil

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse et und Verein SP-Info
Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69,
Fax 031 329 69 70, info@socialiste.ch

Rédaction Jean-Yves Gentil

Production Atelier Kurt Bläuer, Berne

« Cleantech » : éviter à la fois la peste et le choléra !

L'atome ou le pétrole ? C'est avec ce dilemme qu'economiesuisse et la droite parlementaire essaie de faire peur à la population. « Si vous renoncez au nucléaire, alors il faudra produire de l'électricité avec du gaz et du charbon », nous menacent les nucléocrates. Si leur message a un peu évolué avec Fukushima, la morgue et le catéchisme de ces milieux n'ont guère été ébranlés. Roger Nordmann

Pourtant, les solutions existent pour réduire à la fois nos émissions d'énergies fossiles et renoncer au nucléaire. Comme le PS l'a démontré en détail à la fin mars en présentant ses solutions dans le cadre d'une conférence de presse, il faut accroître l'efficacité énergétique et développer les énergies renouvelables. C'est précisément ce que demande l'initiative populaire fédérale « De nouveaux emplois grâce aux énergies renouvelables – Cleantech » lancée par le PS onze mois (!) avant la catastrophe de Fukushima.

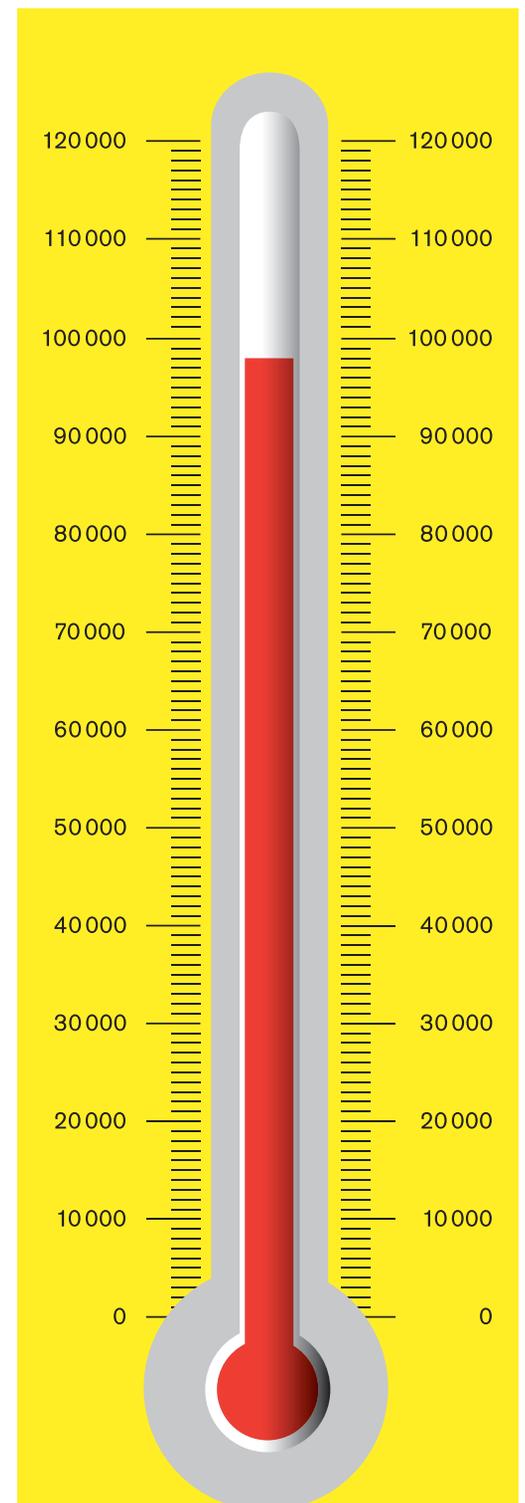
L'initiative Cleantech appelle la Confédération à faire en sorte que la Suisse s'approvisionne, à terme, exclusivement entièrement en énergie renouvelable, sans nucléaire ni autres éléments fossiles. Elle fixe aussi un objectif intermédiaire calculé sur l'ensemble

de l'énergie consommée en Suisse, à savoir 50% de renouvelable en 2030, contre 19% aujourd'hui. Or ce palier intermédiaire ne peut être atteint qu'en remplaçant complètement le nucléaire par les renouvelables. En effet, la transition de la production électrique vers ces sources d'énergie propres et sans danger est plus rapide que l'assainissement du parc de bâtiments et du parc automobile, alimentés par le pétrole et le gaz. En cas d'acceptation par le peuple et les cantons, la Suisse sera donc bien obligée de sortir du nucléaire une bonne fois pour toutes.

L'initiative offre aussi une garantie contre le remplacement en masse du nucléaire par le gaz naturel (fossile) auquel essaient de nous contraindre la conseillère fédérale Doris Leuthard et certains barons de l'électricité.

En effet, notre initiative prescrit de s'éloigner tant du fossile et que nucléaire. Il s'agit là d'un atout important, car il ne saurait être question de chasser la peste par le cholera.

Reste qu'il faut récolter au moins 120 000 signatures pour faire aboutir une initiative avec la marge de sécurité requise. Or nous en avons actuellement 98 000. Plus vite nous récolterons les 22 000 signatures restantes, plus grande sera la pression s'exerçant sur le Parlement et le lobby nucléaire. Vous trouverez des feuilles de signatures et des informations supplémentaires sur notre site Internet spécial à l'adresse : www.initiative-cleantech.ch. Si chaque lectrice et lecteur de cet article fait signer à 2 proches, connaissances ou collègues cette feuille de signature, l'aboutissement sera de l'ordre de la formalité. Donc, à vos stylos et merci de tout cœur.



Ultime journée nationale d'action le samedi 16 avril. Objectif : 22 000 signatures dans toute la Suisse !

Roger Nordmann

Libérer la Suisse des énergies fossiles

Des projets concrets pour l'habitat, les transports et l'électricité

FAYRE

Pour en savoir plus sur les détails de notre scénario « Cleantech » : Roger Nordmann, « Libérer la Suisse des énergies fossiles – Projets concrets pour l'habitat, les transports et l'électricité », 2010, Editions Favre (Fr. 36.–, en librairie ou via www.roger-nordmann.ch)

roger.nordmann@pssuisse.ch
conseiller national (VD)



Réforme de la fiscalité des entreprises : le scandale de trop

Combattue par référendum en 2008, la 2^{ème} réforme de l'imposition des entreprises est entrée en vigueur au 1^{er} janvier de cette année. Trois mois plus tard, son impact sur les finances publiques se révèle au moins sept (!) fois plus important que ne l'avait affirmé, bouche en cœur, Hans-Rudolf Merz lors de la campagne précédant la votation. Pour le PS, il y a incontestablement tromperie, ou alors incompetence manifeste. En tous les cas, il faut y revenir, notamment lors de la session extraordinaire, en ce mois d'avril, du Conseil national. Jacques-André Maire

Après des mois d'une campagne référendaire à couteaux tirés, la votation s'était jouée à 19 000 voix d'écart (50,5 % des votant-e-s), en faveur du projet du Conseil fédéral. Dans le message adressé aux citoyen-ne-s en vue du scrutin, le gouvernement estimait la diminution des recettes fiscales à 84 millions de francs pour la Confédération et – au maximum – à 850 millions de francs pour les cantons et les communes. Or, aujourd'hui, le coulage semble devoir atteindre un montant de l'ordre d'au moins 7 milliards pour l'ensemble des collectivités publiques de notre pays!

C'est la nouvelle cheffe du Département des finances, Evelyne Widmer-Schlumpf qui l'a concédé lors de la dernière session du Parlement: la perte pour l'impôt anticipé sera de 1,2 milliard pour cette année puis de 200 à 300 millions pour les prochaines. Un déficit comparable devrait en outre affecter l'impôt sur le revenu qui va à la Confédération, aux cantons et aux communes!

Le problème, c'est que – jusqu'en 2011 – tout ce qui était distribué à l'actionnaire et dépassant la valeur nominale, constituait des dividendes qui étaient imposables. Désormais, les dividendes ne sont plus taxés s'ils proviennent d'apports de capital, de réserves ou d'agios (l'ensemble des rémunérations, intérêts, commissions et frais perçus par une banque à l'occasion de certaines opérations).

Voici trois ans, la majorité du Conseil fédéral vantait pourtant les avantages du nouveau système en soulignant qu'il profiterait avant tout aux propriétaires de PME qui investissent dans leur propre entreprise. Aujourd'hui, on réalise que ce sont les grandes banques et leurs actionnaires qui sont les principaux bénéficiaires.



Plutôt que les PME, ce sont les grandes entreprises et leurs actionnaires qui touchent le jackpot.

ainsi, Crédit Suisse et UBS pourraient – ensemble – verser jusqu'à 56 milliards de francs de dividendes non soumis à l'impôt ! Alors même qu'UBS a été sauvée de la faillite grâce à l'injection massive d'argent public et donc du produit d'impôts que le nouveau système lui permettrait aujourd'hui d'éviter d'avoir à verser. Pire encore, il a été décidé d'octroyer un effet rétroactif de 14 ans (soit jusqu'en 1997) pour la suppression de l'impôt sur les dividendes provenant d'une augmentation de capital des entreprises !

L'accumulation de ces scandales a électrisé le Groupe socialiste des Chambres fédérales qui a demandé un débat urgent sur la 2^{ème} réforme de l'imposition des entreprises. Nous exigeons que le Conseil fédéral renonce, par le biais d'un arrêté fédéral urgent. Notamment à l'effet rétroactif susmentionné, afin d'éviter de creuser un trou de plusieurs milliards de francs dans la caisse de la Confédération.

Personnellement, j'ai demandé que la Commission de gestion enquête sur les origines de cette situation catastrophique. Au vu de l'écart gigantesque entre l'estimation annoncée aux citoyen-ne-s et le montant effectif des pertes fiscales, il est indispensable de faire la lumière sur la façon dont le Conseil fédéral a géré ce dossier et donc qu'il réponde aux questions suivantes:

- Que savait Hans-Rudolf Merz, à l'époque ministre des Finances?

- De façon plus générale, le Conseil fédéral a-t-il fait preuve de suffisamment de transparence dans la présentation, aux citoyens, des effets de la réforme de la fiscalité des entreprises lors de la campagne de février 2008?

- L'octroi d'un effet rétroactif d'une durée de 14 ans est-il conforme aux intentions d'une courte majorité de citoyens lors de la votation?

- Comment se fait-il qu'au Parlement, personne n'ait prêté attention aux conséquences de ce changement alors que la publication des résultats des entreprises et des banques montre bien, aujourd'hui, quel usage celles-ci peuvent faire de ce nouvel article de loi?

- Quelle part des 200 milliards d'apports en capital annoncés concerne des investissements effectivement réalisés en faveur de petites et moyennes entreprises (PME)?

Pour le PS, il convient d'empêcher à tout prix les entreprises et les banques d'abuser de la réforme de la fiscalité pour verser des dividendes (sur agios) à leurs actionnaires sans que ces derniers ne s'acquittent d'impôts qui feront cruellement défaut aux collectivités publiques!

jacques-andre.maire@parl.ch
conseiller national (NE)



Dix priorités pour convaincre !

Près de 700 délégué-e-s socialistes de toute la Suisse se sont retrouvés, le 26 mars dernier à Zurich, pour lancer officiellement la campagne du PS en vue des élections fédérales de cet automne. Principal document à l'ordre du jour de ce Congrès extraordinaire : la plateforme électorale du parti qui a été approuvée à l'unanimité, moins quelques abstentions. Le texte, volontairement resserré sur les dix priorités sur lesquelles le PS entend centrer son action politique lors de la prochaine législature, n'a été que très légèrement amendé par les délégué-e-s. En premier, socialistes.ch vous propose de découvrir sa version finale.

1

OUI aux énergies renouvelables, NON au nucléaire

D'ici 2030, les énergies renouvelables devront couvrir au moins 50% de nos besoins. Grâce à notre initiative Cleantech, les investissements – en particulier publics – consentis dans ce secteur permettront la création de 100 000 emplois en Suisse. Il faut donc promouvoir massivement les transports publics, les énergies renouvelables ou encore l'isolation des bâtiments. Le PS veut laisser une planète aussi intacte que possible aux générations futures sans les sacrifier aux intérêts à court terme du lobby atomique. Les centrales nucléaires sont chères, dangereuses et produisent des déchets dont on ne sait toujours pas que faire tandis que les énergies renouvelables représentent un futur aussi écologiquement qu'économiquement sensé.

2

OUI à une caisse-maladie publique, NON à la toute puissance des assureurs privés

Le PS s'engage pour un système de santé de qualité, accessible à tous. Alors que de plus en plus de ménages ont des difficultés à payer des primes maladies qui, chaque année, prennent l'ascenseur, la pseudo-concurrence que se livrent les assureurs privés ne sert que leurs intérêts au détriment de ceux des assuré-e-s. Nous voulons donc, grâce à une initiative, introduire une caisse publique sur le modèle de la SUVA : efficace, transparente, s'engageant résolument en matière de prévention. En parallèle, les subsides à l'assurance-maladie doivent être augmentés pour alléger la charge que représentent les primes pour le budget des ménages.

3

OUI à un salaire minimum, NON au dumping salarial

Quiconque travaille à temps complet doit pouvoir vivre décemment grâce à son salaire. Nous ne pouvons pas admettre que des entreprises, se refusant à verser des salaires convenables, obligent l'aide sociale à faire l'appoint. Notre initiative rétablit des salaires équitables et vise à permettre à toute la population active de bénéficier des fruits de la croissance. Ces dernières années, l'explosion des bonus et autres rémunérations abusives a considérablement distendu l'écart entre hauts et bas salaires. L'introduction d'un salaire minimum permettra de le combler au bénéfice du plus grand nombre tout comme il constituera une contribution majeure à l'indispensable égalité des salaires entre femmes et hommes. Une telle évolution passe également par l'initiative « 1:12 » qui prévoit que personne – dans une même entreprise – ne puisse gagner plus en un mois que quiconque en une année.

4

OUI à des logements abordables, NON au diktat des propriétaires

Les loyers ne cessent d'augmenter dans les villes et les agglomérations. Les propriétaires profitent de la pénurie pour

engranger de juteux bénéfices aux dépens des locataires tandis que dans les communes ou cantons qui pratiquent la sous-enchère fiscale, même la classe moyenne n'arrive plus à se loger. Pour le PS, les loyers doivent refléter la réalité des coûts. Il faut promouvoir la construction publique de logements sociaux, les droits des locataires, encourager fortement la constitution de coopératives d'habitation de même qu'un immobilier socialement et écologiquement responsable.

5

OUI à l'égalité des chances, NON à l'école d'autrefois

En matière de formation, le développement des enfants est fortement tributaire du statut social et économique de leurs parents. Une inégalité que l'école actuelle n'est pas en mesure de résorber. Le PS milite donc en faveur du passage, partout, de l'école publique à l'horaire continu sur une base volontaire, offrant un encadrement des élèves, également en dehors des heures d'enseignement. Ce système promeut l'égalité des chances puisque les élèves bénéficient d'un soutien comparable durant leur cursus scolaire. Il contribue tout autant à concilier vies familiale et professionnelle.

POUR TOUS, SANS PRIVILÈGES !

oui



6 OUI à la formation continue, NON à l'absence de perspectives pour les personnes peu qualifiées

Se former sa vie durant est essentiel et, si les personnes très qualifiées peuvent souvent y prétendre, cette opportunité doit s'étendre à toutes et tous. La formation continue des employé-e-s bénéficiant aux entreprises, il est normal qu'elles la subventionnent, d'une part en accordant des congés, d'autre part en participant à son financement. Le PS revendique la constitution d'un fonds national prenant en charge les coûts de formation et la perte de salaire en cas de formation au long cours tout comme l'instauration du droit à la reconversion professionnelle, notamment pour les personnes en situation de chômage, pris en charge par le même fonds. Son financement sera assuré par le dé plafonnement des cotisations salariales – fixé aujourd'hui à 126 000 francs annuels – à l'assurance-chômage. Les contributions de ces rémunérations, plus que confortables, permettront ainsi de dégager entre 450 et 600 millions directement affectés à ce fonds.

7 OUI à un impôt sur les successions pour financer l'AVS, NON aux privilèges fiscaux

1 % des Suisses possèdent une fortune supérieure à celle des 99 % restants et sont en outre fiscalement avantagés, notamment

en cas d'héritage. Ainsi, chaque année, 45 milliards de francs changent de mains sans être taxés. En imposant les successions supérieures à 2 millions de francs, cette profonde inégalité est corrigée et des ressources supplémentaires peuvent être attribuées à l'AVS.

8 OUI à une AVS selon les années de cotisations, NON à la hausse de l'âge de la retraite

Le droit à une rente doit dépendre de la carrière professionnelle et de sa pénibilité dans la mesure où son incidence sur l'espérance de vie est incontestable. Le droit à la retraite ne doit pas seulement dépendre de l'âge, mais aussi des années passées au travail. En règle générale, elle doit donc intervenir après 42 ans de cotisations – au plus tôt à 62 ans, au plus tard à 65. Le PS refusera ainsi catégoriquement toute tentative de relèvement de l'âge de la retraite dans le cadre de la 12^{ème} révision de l'AVS.

9 OUI au service public universel, NON aux programmes d'économies aveugles

Toute la population profite d'un service public fort et d'infrastructures solides. Les lignes de bus et de chemin de fer, les bureaux de poste, les écoles et les hôpitaux sont essentiels à la cohésion nationale, pour notre qualité de vie et nos emplois. Le PS s'opposera à toute

nouvelle libéralisation ou privatisation des services publics ainsi qu'aux mesures d'économies qui viseraient à affaiblir leur qualité. Tailler dans ces prestations, c'est prêter le futur. Plutôt que de multiplier les programmes d'économies, il faut au contraire investir avec discernement. Dans les transports publics, qu'il s'agisse des transports de proximité comme des lignes internationales, une hausse de l'imposition du bénéfice des entreprises permettrait – par exemple – d'éviter de mettre exclusivement les usagers à contribution. En outre, le trafic de marchandises doit être transféré de la route au rail afin de soulager les axes de transit. Le PS s'oppose enfin au percement d'un 2^{ème} tunnel sous le Gothard.

10 OUI à l'économie réelle, NON à la tutelle bancaire

La crise financière a coûté 3000 milliards de francs de par le monde. Les banques et les spéculateurs tiennent l'économie réelle en otage. Marqué, ces dernières années, par une confiance quasi aveugle dans l'équilibre du marché, le système a échoué. Pour le PS, il faut renforcer la place économique et réguler la place financière, des solutions à la problématique des banques trop grandes pour faire faillite, limiter les bonus excessifs et introduire une taxe internationale sur les transactions financières pour endiguer la spéculation sur les marchés.

RÉSOLUTION

Lors du Congrès de Zurich, la base socialiste a également approuvé plusieurs résolutions. La première, adoptée à l'unanimité, exige la sortie du nucléaire, notamment par le débranchement «dans un court délai» des centrales nucléaires de Mühleberg, Beznau 1 et 2 et l'interdiction de toute nouvelle installation future. Il s'agit également de mettre en place un programme cohérent d'amélioration de l'efficacité énergétique comme de développement des énergies renouvelables. Même unanimité pour un texte consacré au logement et visant à stopper l'augmentation effrénée des prix des terrains, à encourager les investissements des collectivités publiques et améliorer la protection comme les droits des locataires. Les délégué-e-s se sont également prononcés favorablement sur un appel à une réforme en profondeur de l'Internationale socialiste afin qu'elle retrouve une crédibilité et un poids politique qui, aujourd'hui, lui font défaut. Quitte, pour ce faire, à exclure les partis qui font fi des valeurs de liberté, démocratie et de respect des droits humains. Marqué par une sympathique manifestation spontanée (voir photo), le dernier texte adopté condamne la suppression de la participation de l'assurance de base aux frais d'achat des verres de lunettes ou lentilles de contact.



Clin d'œil à la résolution vaudoise contre la suppression du subventionnement des lunettes par la LAMal : nombre de délégué-e-s sont venus spontanément déposer leurs bécicules sur le podium.

Projets ferroviaires : un manque d'ambition inquiétant

Avec le projet de « Message sur le financement et l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF) », le Conseil fédéral soumet ses propositions aux milieux intéressés. L'enjeu est important : il s'agit de faire en sorte que les générations futures disposent d'un système ferroviaire à la hauteur de la réputation qu'il avait jusqu'ici. Alors que la consultation vient à peine de démarrer, il ne s'agit pas d'émettre un avis définitif mais plus modestement d'énoncer quelques réflexions pour alimenter le débat. Claude Hêche

L'importance de disposer d'un système de transport performant n'est plus à démontrer. Dans son nouveau « Livre blanc » rendu public le 28 mars 2011, la Commission européenne des transports est également d'avis que « Les transports sont fondamentaux pour notre économie et notre société. (...) Les transports permettent la croissance économique et la création d'emplois: ils doivent être durables face aux nouveaux défis qui nous attendent ».

De leur côté, les CFF (rapport de gestion 2009) ont également constaté dans une étude que les communes pour lesquelles l'offre ferroviaire a été améliorée se développent mieux que les autres.

Avantage aux transports publics

Ce qui est sûr par contre, c'est que la croissance de la mobilité doit être absorbée majoritairement par les transports publics, ceci pour des raisons pratiques évidentes: le réseau routier est engorgé et on ne peut construire de nouvelles routes à l'infini, sans même parler des atteintes au cadre de vie et des accidents. Et il ne faut pas oublier non plus que seuls les trans-

ports publics offrent une mobilité de base à l'ensemble de la population!

Financement : du bon et du moins bon

En remplacement du fonds pour les grands projets ferroviaires (FTP), le Conseil fédéral propose la création d'un Fonds d'infrastructure ferroviaire (FinFer). Alors que le premier est limité dans le temps et ne concerne que le développement du réseau, le nouveau fonds devrait assurer durablement le financement à la fois de l'entretien et du développement du réseau. C'est une bonne chose, à condition toutefois que des règles strictes évitent que l'essentiel des moyens soit dévoré par l'entretien au détriment du développement du réseau.

Les ressources actuelles du FTP – taxe poids lourds + TVA + taxes essence – seront maintenues et iront dans le FinFer. C'est aussi une bonne chose. Mais ces ressources ne suffiront pas et c'est là que les choses se gâtent... La proposition du Conseil fédéral est insuffisante et mal inspirée. En regard des immenses besoins, le DETEC propose d'ajouter 850 millions de francs par année dans le FinFer. Or d'ici à 2030, c'est

plus ou moins le double qu'il faudrait si l'on veut véritablement donner un peu d'oxygène à un réseau qui étouffe. Si l'on peut entrer en matière sur les trois mesures proposées – augmentation du prix du sillon, plafonnement de la déduction pour les frais de déplacement et contribution des cantons – il faut par contre impérativement revoir l'ampleur. En ce qui concerne la déduction fiscale pour frais de déplacement par exemple, le Conseil fédéral propose de la plafonner à 800 francs. Un tel plafond n'est pas équitable à l'égard des pendulaires des régions périphériques. D'autre part, on peut admettre que les utilisateurs contribuent au financement des améliorations du réseau à condition que les augmentations correspondent à l'évolution du pouvoir d'achat. Ainsi, la hausse proposée (augmentation résultant des propositions du Conseil fédéral et celle annoncée par les CFF) pourrait atteindre 15 à 20 %, ce qui est inacceptable.

Quant au montant du financement complémentaire fixé à 850 millions de francs par année, il est dramatiquement insuffisant. A titre indicatif, le retard accumulé dans l'entretien du réseau nécessitera plus de 500 millions de francs par année. La Confédération, garante de l'universalité d'une prestation de base comme les transports publics, doit assumer sa responsabilité – via une augmentation de sa contribution dans le cadre de la convention de prestations, la TVA ou un autre biais à trouver – de manière à réunir une somme plus proche du milliard et demi que des 850 millions proposés. Par ailleurs, elle pourrait étaler (sur 20 années au lieu de 10) le remboursement des avances qu'elle a consenties pour la construction du Gothard notamment et renoncer au prélèvement des intérêts sur ses avances. Des améliorations seront de toute façon indispensables si le FAIF se veut une véritable alternative à l'initiative de l'ATE, ce dont on est très loin actuellement.

Le Conseil fédéral nous propose une vision minimaliste qui contraste non seulement avec l'attente légitime des utilisateurs et des régions de notre pays mais également avec le succès enregistré par les chemins de fer chaque année. Certains auraient-ils oubliés que ce sont un million de personnes qui prennent le train chaque jour ?



Seuls les transports publics offrent une mobilité de base à l'ensemble de la population !

claude.heche@pssuisse.ch
conseiller aux Etats (JU), président
d'Oustrail



Communales fribourgeoises : le PS premier parti du canton dans les législatifs !



Après les communales, cap sur les fédérales : les candidat-e-s du PS Fribourg ont été désigné-e-s le 22 mars dernier. De g. à dr: Christian Levrat, Valérie Piller, Andrea Wassmer, Martin Tschopp, Alain Berset, Gaétan Emonet et Jean-François Steiert. Manque : Ursula Schneider Schüttel

Les élections communales fribourgeoises marquent une belle victoire du Parti socialiste dans les exécutifs communaux. La progression qu'il enregistre dans des communes comme Bulle (+8%), Belfaux (+4%) et Marly (+3%) démontre sa vitalité. S'ajoutent à ces résultats encourageants les excellents scores de la gauche à Fribourg et à Villars-sur-Glâne. Pour la première fois en ville de Fribourg, la gauche est même doublement majoritaire au Conseil communal (exécutif) et au Conseil général (législatif).

Dans les législatifs, le nombre de sièges du Parti socialiste progresse très légèrement, mais de fortes progressions en pourcentages sont enregistrées notamment à Fribourg (+3 sièges et 30,1%), à Bulle (+3 sièges et 34%) et à Marly (+1 siège). L'effondrement du PDC permet au PS de devenir le premier parti du canton avec 149 élu-e-s.

Le PSF a fait campagne sur des thèmes comme le renforcement de la cohésion sociale ainsi que la promotion et le développement de la qualité de vie. Vecteurs du développement social et économique régional, ces deux axes thématiques ont trouvé leur déclinaison au niveau communal sous la forme de propositions concrètes imaginées pour le bien commun de toute la population.

Le PSF ne peut que se réjouir des résultats obtenus, qui correspondent aux objectifs qu'il s'était fixés. Il attend avec impatience les campagnes électorales de l'automne, qui devraient lui permettre de confirmer son ambition : devenir premier parti du canton. Non pas pour lui, mais pour tous les habitant-e-s de Fribourg qui croient à une politique plus axée sur le bien commun que sur la défense d'intérêts particuliers.

Communales vaudoises : le PS cartonne

Dans le canton de Vaud, le PS tire un bilan excellent des élections communales 2011, à savoir qu'il maintient non seulement de nombreuses conquêtes obtenues en 2006 (progression historique du PS) mais réussit encore à faire basculer plusieurs municipalités à gauche. Il passe de 71 à 76 élu-e-s à la Municipalité dans les communes à la proportionnelle.

Après de belles victoires au premier tour déjà à Lausanne (6 élus de gauche, 1 de droite), Morges (5-2), Renens (5-2) et Chavannes (3-2), des deuxième tours ont permis de confirmer les majorités de gauche d'Yverdon-les-Bains, Nyon, Vevey et Bex. Le PS réussit en plus à faire

basculer à gauche trois villes : La Tour-de-Peilz, Rolle et Epalinges. Seules les villes de Montreux, Aigle et Gland résistent encore à cette tendance.

Dans la majeure partie des autres communes, le PS confirme ses positions, le plus souvent avec des scores en nette progression sur le plan municipal. Ces victoires sont prometteuses et constituent un signal à la fois encourageant et motivant à quelques mois de nouvelles échéances électorales.

Ces victoires emblématiques peuvent s'expliquer tant par la solide alliance du PS avec les Verts dans plusieurs communes que par les priorités qu'il a fixées dans la campagne :

Genève : surtout ne rien lâcher !



Les élections du 17 avril au Conseil administratif des communes dans le Canton de Genève se présentent plutôt bien au vu des élections législatives du 13 mars. Le Parti socialiste sort en tête dans les grandes villes, comme Genève, Carouge, Vernier et Meyrin. L'un des grands risques serait de ne pas considérer devoir nous mobiliser pour défendre nos candidat-e-s. Il est donc vital de rester uni-e-s et aller jusqu'au bout en votant compact.

La droite est complètement désorientée et ne sait plus comment faire pour s'en sortir. Elle se ridiculise, comme à Vernier, où le PDC (qui n'a pas atteint le quorum) présente deux candidats. Le MCG (parti populiste qui s'oppose à la venue des frontaliers) peut très bien passer devant et nous prendre des sièges, comme à Onex. Nous avons les arguments pour résister : 6 femmes sur 9 candidat-e-s et d'excellents bilans comme ceux de Carole-Anne Kast, Monique Boget, Sandrine Salerno, Thierry Apothéloz et Frédéric Renevey. En un mot, il est vital de ne rien lâcher !

l'amélioration des transports publics, de l'accessibilité des logements et des structures d'accueil extrafamilial des enfants remportent l'adhésion d'une part grandissante de la population.

Par ailleurs, même si les élections sont presque terminées, exception faite de quelques syndicatures, les campagnes de proximité se poursuivront. La population est effet appelée à nouveau aux urnes, le 15 mai prochain, pour des votations cantonales sur les thèmes sociaux que sont les prestations complémentaires pour les familles et le salaire minimum cantonal. Le PS prône bien entendu un double OUI.

L'OSEO devient Solidar Suisse

A l'occasion de ses 75 ans, l'OSEO devient Solidar Suisse. Ce changement de nom reflète les mutations de la coopération au développement et exprime clairement la valeur centrale de notre organisation: la solidarité. Alexandre Mariéthoz

L'OSEO a été créée en 1936, par le Parti socialiste et l'Union syndicale suisse, afin de venir en aide aux familles ouvrières en Suisse et à l'étranger. Durant son histoire, elle a toujours défendu, au sein du mouvement socialiste et syndical, des conditions de travail décentes. Au fil des années, l'OSEO a étendu ses activités. Le début des années nonante, qui a coïncidé avec une forte poussée du chômage, a vu la création en Suisse de dix bureaux régionaux, aujourd'hui associations indépendantes sur les plans juridique et financier (voir encadré). Les OSEO régionales conserveront leur nom actuel.

Coopération solidaire

A l'occasion de ses 75 ans, l'OSEO a décidé de s'offrir un nouveau nom: Solidar Suisse. Ce nom exprime clairement notre message central: la solidarité. Il met aussi en exergue notre terrain d'action principal: la coopération au développement. Solidar mène des projets en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe du Sud-Est.

Le nom «Solidar» reflète parfaitement notre approche actuelle de la coopération au développement. Cette dernière a connu, depuis une vingtaine d'années, une évolution très sensible. Le développement est aujourd'hui davantage qu'une aide; il s'agit d'une coopération solidaire entre partenaires. Solidar ne se considère, dès lors, plus simplement comme une œuvre d'entraide, mais comme une organisation qui s'engage dans le monde entier, en partenariat et dans le cadre de réseaux, pour la démocratie, la justice sociale, ainsi que pour les droits humains et du travail.

Valeurs identiques

Depuis 75 ans, notre organisation a connu d'importantes transformations. En revanche, ses valeurs et son ancrage au

sein du mouvement syndical demeurent. C'est pourquoi le nom actuel «œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO» sera mentionné au bas du nouveau nom. Solidar continuera d'ailleurs à entretenir des liens étroits avec les OSEO régionales.

Hausse de la précarité

Le travail de Solidar Suisse correspond à la stratégie «Decent work for a decent life» de

SOLIDAR ET LES OSEO RÉGIONALES

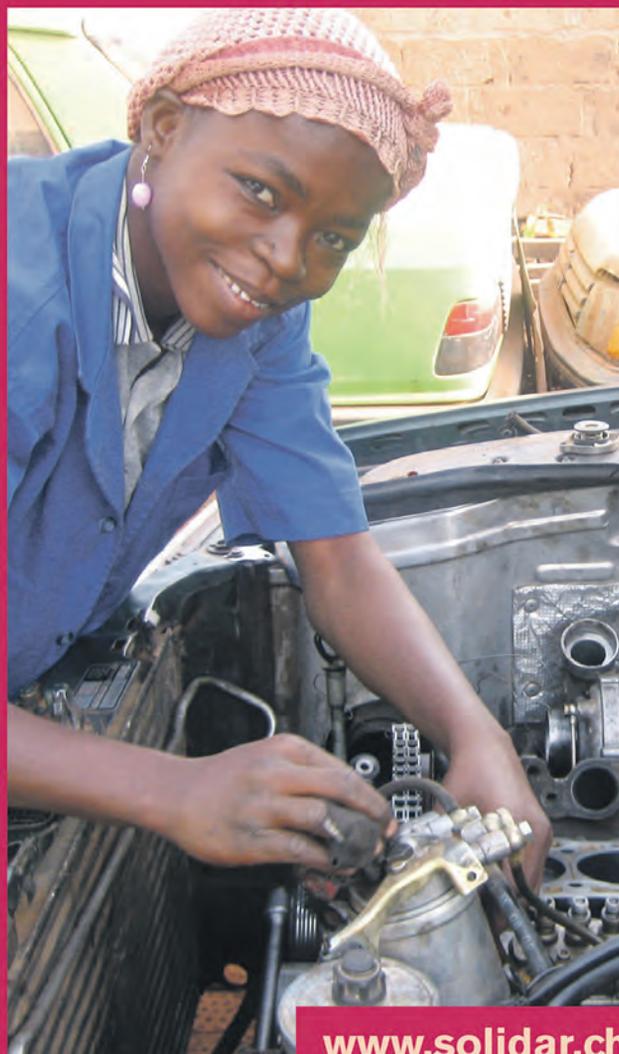
En 2005, l'OSEO s'est restructurée: ses bureaux régionaux sont devenus des associations indépendantes sur les plans financier et juridique. De son côté, elle a poursuivi les projets internationaux et mené de nombreuses campagnes en lien avec la coopération au développement. Les OSEO régionales, au nombre de dix, continueront leurs activités en faveur notamment des personnes au chômage et des migrant-e-s. Solidar Suisse entretiendra des liens étroits avec les OSEO régionales.

l'Organisation internationale du travail (OIT): «un travail décent pour une vie décente». Des conditions de travail dignes constituent la clef pour sortir durablement de la pauvreté. Cette stratégie est plus nécessaire que jamais, dans un monde globalisé où la précarité des travailleurs et travailleuses augmente sans cesse. Quelques chiffres pour s'en convaincre. La moitié environ de la main-d'œuvre mondiale gagne moins de deux dollars par jour. 80 % des salarié-e-s sont dépourvus d'une protection sociale suffisante. En 2010, le chômage mondial est resté à un niveau record avec 205 millions de personnes touchées. Et la situation pourrait empirer en 2011.

Agir localement – penser globalement

Pour contrer cette évolution, il est absolument urgent de globaliser la solidarité. Cela implique un combat, à l'étranger et en Suisse, pour des conditions de travail décentes. A l'étranger en luttant, en collaboration étroite avec les syndicats, pour des salaires corrects et le respect des normes élémentaires du travail. En Suisse via des campagnes de sensibilisation, articulées autour de la logique «penser globalement – agir localement». La campagne «Non à l'exploitation grâce à nos impôts!» a, par exemple, convaincu 200 communes suisses d'acheter uniquement des produits fabriqués dans des conditions décentes. Ce faisant, des collectivités publiques contribuent à améliorer les conditions de vie dans le Sud.

La solidarité change le quotidien de millions d'êtres humains. Solidar n'aura de cesse de le rappeler.



www.solidar.ch

Alexandre.Mariethoz@oseo.ch
Solidar Suisse



AGENDA

PS Suisse www.pssuisse.ch

- Lundi 11 au jeudi 14 avril: session spéciale du Conseil national
- Mercredi 13 avril: Coordination des PS romands à Lausanne
- Samedi 16 avril: journée nationale de récoltes de signatures initiative Cleantech
- Samedi 30 avril: photoshooting candidat-e-s aux fédérales à Berne
- Mercredi 11 mai: Coordination des PS romands à Lausanne
- Dimanche 22 mai: « Sortons du nucléaire » – marche et action près de la centrale de Beznau
- Samedi 18 juin: photoshooting candidat-e-s aux fédérales à Lausanne
- Vendredi 24 juin: Conférence de coordination à Olten

Femmes socialistes suisses www.ps-femmes.ch

- Mardi 14 juin: 20 ans de la grève des femmes: « Femmes en mouvement. L'égalité absolument! » www.14juin2011.ch où des infos plus détaillées suivront.

JS Suisse www.jss.ch

- Samedi 21 mai de 11h15 à 18h: assemblée des délégués (AD), lieu à confirmer

Genève www.ps-ge.ch

- Dimanche 17 avril: élections au Conseil administratif. RDV à Unimail et, dès 13h, au Café Métis (Bd Carl-Vogt 75)
- Mardi 19 avril: conférence « Aux sources du Socialisme: Lénine », par Ivo Rens, 12h30, locaux du PSG
- Dimanche 1^{er} mai: fête du travail au Parc des Bastions
- Mardi 3 mai: conférence « Aux sources du Socialisme: Bakounine, la naissance de l'anarchisme », par Marc Vuilleumier, 12h30, locaux du PSG.
- Dimanche 15 mai: votations cantonales (loi constitutionnelle et sur l'imposition des personnes physiques)
- Mardi 17 mai: conférence « Aux sources du Socialisme: Socialisme et anarchisme », par Riccardo Rodari, 12h30, locaux du PSG.
- Jeudi 26 mai: AG ordinaire du PS Ville de Genève, 20h30 locaux du PSG. Ordre du jour: élection des membres du Comité et du bureau
- Mardi 7 juin: conférence « Aux sources du Socialisme: Jaurès, le méconnu le plus célèbre », par François Courvoisier, 12h30, locaux du PSG.

Valais romand www.psvr.ch

- Samedi 9 avril à 14h30: Congrès ordinaire et électoral, salle de gymnastique, Veyras
- Dimanche 1^{er} mai: fête du travail au couvert des Iles, à Sion

Vaud www.ps-vd.ch

- Mercredi 13 avril de 20h à 22h: conférence caisse-maladie publique, enjeux sociaux et santé en présence de Pierre-Yves Maillard, buvette de la salle du Verger, Penthalaz
- Samedi 16 avril de 9h à 13h30: formation pour les conseillers communaux, salle Jean-Villard Gilles, Maison du Peuple, Lausanne
- Jeudi 21 avril de 20h à 22h: conférence caisse-maladie publique, enjeux sociaux et santé en présence de Pierre-Yves Maillard, Yverdon
- Jeudi 28 avril de 20h à 22h: conférence caisse-maladie publique, enjeux sociaux et santé en présence de Pierre-Yves Maillard, Lausanne
- Samedi 30 avril de 14h à 18h: Congrès ordinaire du PSV, salle de Montoly, Gland
- Dimanche 1^{er} mai: fête du travail à Aigle, Yverdon, Orbe, Lausanne et au Sentier
- Dimanche 15 mai: votations cantonales (initiative pour un salaire minimum et PC familles)
- Samedi 21 mai de 9h à 16h30: assises du PSV, salle Jean-Villard Gilles, Maison du Peuple, Lausanne

Neuchâtel www.psn.ch

- Dimanche 1^{er} mai: fête du travail au Locle, à Neuchâtel et à Fleurier
- Samedi 14 mai de 9h à 12h: « Notre avenir énergétique », cité universitaire, Neuchâtel
- Lundi 18 mai à 19h30: assemblée générale des Femmes socialistes, secrétariat cantonal, Neuchâtel
- Vendredi 17 juin à 19h15: Congrès du PSN, La Chaux-de-Fonds

Jura www.psju.ch

- Dimanche 1^{er} mai: fête du travail interjurassienne à Porrentruy
- Dimanche 15 mai: votations cantonales (loi d'incompatibilité et organisation du Parlement)
- Mercredi 8 juin: Congrès électoral (lieu à déterminer)

Jura bernois www.psjb.ch

- Dimanche 1^{er} mai: fête du travail interjurassienne à Porrentruy
- Dimanche 15 mai: votations cantonales (Loi sur l'énergie et projet populaire.)



HabitatDurable SUISSE

Association des propriétaires
pour l'habitat durable

Tel. 031 311 50 55
contact@habitatdurable.ch

J'ai choisi
HabitatDurable qui
s'engage pour un habitat
équitable, solidaire et
respectueux du climat.



Maria Roth-Bernasconi, Conseillère nationale PS

**L'alternative sociale aux
chambres immobilières cantonales.**

Adhérez maintenant !

www.habitatdurable.ch



DE L'EAU, POUR QUE LES ENFANTS MANGENT À LEUR FAIM.

Un enfant sur quatre souffre de malnutrition dans les pays pauvres du Sud.
L'eau est vitale pour irriguer les champs et cultiver des céréales, des fruits et
des légumes. Soutenez nos projets d'irrigation pour éliminer la faim.



Dès maintenant, versez 10 francs par SMS:
Eau 10 au 488.



HELNETAS

Agir pour un monde meilleur